

ASSOCIATION POUR ADULTES ET JEUNES HANDICAPES (APAJH)

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Assemblée générale d'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2024

APAJH

Siège social : 21, ruelle Magnan - 97490 SAINTE-CLOTILDE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

Mesdames, Messieurs,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association APAJH relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

OBSERVATIONS

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants exposés dans l'annexe :

- « INFORMATIONS GENERALES COMPLEMENTAIRES » concernant l'évolution du litige avec la BRED et ses conséquences financières.

.../...

JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, conformément aux règles spécifiques au secteur d'activité de l'APAJH, notamment pour ce qui concerne le traitement comptable des résultats sous contrôle des tiers financeurs.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VÉRIFICATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activité et le rapport financier du Conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

.../...

RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Saint-Denis, le 16 avril 2025

Le Commissaire aux comptes :


SOCIÉTÉ DE COMMISSAIRES AUX COMPTES

Loïc DRIEUX

Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciation	Net au 31/12/2024	Net au 31/12/2023
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
<i>Concessions, licences, logiciels, droits et valeurs similaires</i>	100 150	97 438	2 712	4 803
<i>Immobilisations incorporelles en cours</i>	1 099		1 099	
Immobilisations corporelles				
<i>Terrains</i>	5 642 113		5 642 113	5 642 113
<i>Constructions</i>	19 988 890	11 757 558	8 231 332	8 735 146
<i>Installations techniques, matériels et outillages industriels</i>	667 883	492 725	175 158	177 496
<i>Autres immobilisations corporelles</i>	3 331 868	2 315 142	1 016 725	976 568
<i>Immobilisations corporelles en cours</i>	2 549 947		2 549 947	1 178 497
<i>Avances et acomptes</i>	37 134		37 134	62 048
Immobilisations financières				
<i>Titres immobilisés de l'activité de portefeuille</i>	1 000 000		1 000 000	1 000 000
<i>Autres titres immobilisés</i>	5 158		5 158	5 648
<i>Prêts</i>	403 248		403 248	362 756
<i>Autres immobilisations financières</i>	31 314		31 314	28 517
Total I	33 758 804	14 662 863	19 095 940	18 173 591
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
<i>Avances et acomptes versés sur commandes</i>	14 062		14 062	61 082
Créances				
<i>Créances usagers et comptes rattachés</i>	4 490 470	1 417	4 489 054	5 386 589
<i>Autres créances</i>	174 043		174 043	540 493
Autres postes de l'actif circulant				
<i>Valeurs mobilières de placement</i>	270 796		270 796	1 270 796
<i>Disponibilités</i>	11 628 955		11 628 955	10 571 726
<i>Charges constatés d'avance</i>	98 277		98 277	64 588
Total II	16 676 605	1 417	16 675 188	17 895 275
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	50 435 408	14 664 280	35 771 128	36 068 866
Legs nets à réaliser :				
acceptés par les organes statutairements compétents				
autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre :				

Comptes annuels annexés au rapport
du commissaire aux comptes

Bilan passif

	au 31/12/2024	au 31/12/2023
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
<i>Première situation nette établie</i>	29 896	29 896
<i>Autres fonds propres</i>	41 904	41 904
Fonds propres avec droit de reprise		
<i>Autres fonds propres</i>	414 000	414 000
Réserves		
<i>Réserves des activités sociales et médico-sociales</i>	11 821 884	10 849 472
Report à nouveau	1 327 539	1 276 228
<i>Report à nouveau des activités sociales et médico-sociales</i>	1 366 176	1 676 009
Excédent ou Déficit hors activités sociales et médico-sociales	6 403	51 311
Excédent ou Déficit des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	760 006	662 579
Situation nette (sous-total)	15 767 808	15 001 399
Subventions d'investissement	2 372 814	2 582 428
Provisions réglementées	1 065 906	1 065 906
Total I	19 206 528	18 649 733
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds dédiés	2 767 880	2 934 506
Total II	2 767 880	2 934 506
PROVISIONS		
Provisions pour charges	1 001 971	1 012 414
Total III	1 001 971	1 012 414
DETTES		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	9 087 081	9 775 601
Avances et commandes reçues sur commandes en cours	17 133	16 507
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	488 165	545 974
Dettes fiscales et sociales	1 970 051	2 006 235
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	529 173	400 022
Autres dettes	703 146	727 873
Total IV	12 794 749	13 472 213
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	35 771 128	36 068 866
(1) Dont à plus d'un an (a)	8 408 974	
Dont à moins d'un an (a)	4 368 642	
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque	2 372	
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

Compte de résultat

	Exercice N 31/12/2024	Exercice N-1 31/12/2023
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	530	455
Ventes de biens et de services <i>Ventes de prestations de services</i>		9 356
Produits de tiers financeurs <i>Concours publics et subventions d'exploitation</i>	19 346 779	18 428 985
Reprises sur amort., dépréciations, provisions et transferts de charges	285 785	232 462
Utilisation des fonds dédiés	1 040 741	871 839
Autres produits	1 615	1 101
Total I	20 675 450	19 544 199
CHARGES D'EXPLOITATION		
Autres achats et charges externes	4 129 995	4 075 355
Impôts, taxes et versements assimilés	597 889	522 446
Salaires et traitements	9 200 551	8 571 850
Charges sociales	3 840 715	3 663 298
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	1 059 375	1 053 834
Dotations aux provisions	50 916	106 943
Reports en fonds dédiés	919 581	695 710
Autres charges	38 156	43 582
Total II	19 837 177	18 733 020
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	838 272	811 179
PRODUITS FINANCIERS		
De participation	123	104
Autres intérêts et produits assimilés	69 080	48 214
Total III	69 203	48 317
CHARGES FINANCIERES		
Intérêts et charges assimilées	325 601	346 526
Total IV	325 601	346 526
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	-256 398	-298 209

Comptes annuels annexés au rapport
du commissaire aux comptes

Compte de résultat

	Exercice N 31/12/2024	Exercice N-1 31/12/2023
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	581 874	512 976
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion		3 374
Sur opérations en capital		900
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	209 614	210 215
Total V	209 614	214 489
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	7 671	330
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	1 419	2 199
Total VI	9 090	2 529
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	200 524	211 959
Impôts sur les bénéfices (VIII)	15 990	11 039
Total des produits (I+III+V)	20 954 267	19 807 004
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	20 187 858	19 093 114
EXCEDENT OU DEFICIT	766 409	713 890
<i>Dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	<i>760 006</i>	<i>662 579</i>

Comptes annuels annexés au rapport
du commissaire aux comptes

Annexe

Comptes annuels annexés au rapport
du commissaire aux comptes

Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : A.P.A.J.H.DE LA REUNION

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de 35 771 128 EURO et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 766 409 EURO. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Comptes annuels annexés au rapport
du commissaire aux comptes

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

PRESENTATION DE L'ENTITE - ART 431-2 Règlement ANC 2018-06

Le Comité Départemental de La Réunion, appellation d'alors, sera déclaré le 19 juillet 1999 à la Préfecture de Saint-Denis de La Réunion à l'initiative de son fondateur, le Président à l'époque, Monsieur Pierre RODDIER.

Le contexte local concernant le médico-social n'était pas celui d'aujourd'hui. Il faudra attendre le mois de septembre 1999 pour voir le premier schéma départemental des services et des établissements médico-sociaux de La Réunion enfin signé par l'État et le Conseil Départemental. Celui-ci fera apparaître des besoins plus qu'importants et un état de l'accompagnement sinistré.

C'est ainsi et à partir de ce constat que commencera la grande et belle aventure de l'APAJH Réunion.

C'est en mai 2005 qu'ouvrira le premier établissement de l'APAJH Réunion : la Maison Pierre Lagourgue Foyer d'Accueil Occupationnel et Foyer d'Accueil Médicalisé, basé sur le concept « En et Hors les murs », pour parvenir aujourd'hui à être présents dans les politiques d'accompagnement des personnes en situation de handicap, sur tous les secteurs de services et établissements.

Aujourd'hui, l'APAJH Réunion est présidée par Madame Claude BRARD et compte donc en son sein :

- la Maison Pierre Lagourgue, composée d'un Foyer d'Accueil Occupationnel de 42 places et 1.46 M€ de budget département et d'un Foyer d'Accueil Médicalisé de 15 places d'internat, 7 places de semi-internat et 1 place d'accueil temporaire pour 1,1 M€ de budget Département et 955 K€ de budget Etat,
- un Etablissement pour Adultes Non Médicalisé (Résidence Pierre RODDIER), de 43 places et 4 places d'accueil temporaire avec 3.2 M€ de budget Département,
- un Service d'Accompagnement à la Vie Sociale, de 40 places avec 478 K€ de budget Département,
- un Centre Médico-Psycho Pédagogique Henri Wallon, de 56 places pour 1.8 M€ de Budget Etat,
- la Maison Henri Lafay, composée d'un Foyer d'Accueil Occupationnel de 40 places et 1.6 M€ de budget Département et un Foyer d'Accueil Médicalisé de 22 places d'internat et 19 places de semi-internat pour 1.9 M€ de budget Département et 1,8 M€ de budget Etat,
- un Dispositif des Instituts Thérapeutiques Educatif et Pédagogique (James Marangé) de 86 places pour 3.8 M€ de budget Etat ayant fait l'objet d'une autorisation d'extension de 20 places financées à partir du 1er décembre 2024,
- et un siège social ayant un budget de 954 K€ sous compétence conjointe du Département et de l'Etat.

Règles et méthodes comptables

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

En plus des dispositions expresses prévues dans le règlement ANC n°2018-06, les conventions comptables respectent également :

- les dispositions du Plan Comptable Général issues du règlement ANC n°2014-03,
- les dispositions spécifiques aux établissements et services médico-sociaux prévus dans le règlement ANC n°2019-04,
- Arrêté du 20 décembre 2023 relatif au plan comptable applicable aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant du I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles

INFORMATIONS GENERALES COMPLEMENTAIRES :

A/ Présence de refacturations internes :

Il existe au sein de l'APAJH des opérations internes de facturation de loyers entre services et établissements.

En effet, le CMPP perçoit un loyer annuel de 15 840 € de la part du Siège.

Ensuite l'ITEP perçoit un loyer de 48 000 € annuel de la part du SITEPP.

Enfin, le SAVS perçoit un loyer de 30 000 € annuel de la part de l'ITEP et un loyer pour l'action "DETAK" de la part du FAM MPL pour un total annuel de 6 000 €.

Cet état de fait a pour conséquence de majorer certaines masses au niveau des comptes de charges et de produits sur l'exercice 2024, ce qui était déjà également sur les années 2021 à 2023.

Sur les comptes 2024 :

Les impacts en matière de comptes de charges se traduisent uniquement par :

- une augmentation du poste "Locations immobilières" (6132) dont le solde au 31 décembre 2024 est de 230 327,97 € et qui serait alors de 130 487,97 € en cas de neutralisation de ces refacturations internes (soit 99 840 € de moins).

Comptes annuels annexés au rapport
du commissaire aux comptes

Règles et méthodes comptables

Les impacts en matière de comptes de produits se traduisent par :

▫ l'augmentation du compte de " transfert de charges " (791000) dont le solde au 31 décembre 2024 est de 218 366,94 € et qui serait alors de 118 526,94 € en cas de neutralisation de ces refacturations internes (soit 99 840 € de moins).

Pour rappel, sur les comptes 2023 :

Les impacts en matière de comptes de charges se traduisent uniquement par :

▫ une augmentation du poste "Locations immobilières" (6132) dont le solde au 31 décembre 2023 est de 205 399,86 € et qui serait alors de 105 559,86 € en cas de neutralisation de ces refacturations internes (soit 99 840 € de moins).

Les impacts en matière de comptes de produits se traduisent par :

▫ l'augmentation du compte de " transfert de charges " (791000) dont le solde au 31 décembre 2023 est de 168 789,39 € et qui serait alors de 68 949,39 € en cas de neutralisation de ces refacturations internes (soit 99 840 € de moins).

B/ Litiges avec la BRED dans le cadre d'un contrat de SWAP de Taux :

En septembre 2010, l'APAJH a signé un contrat d'opération de Swap de taux afin de pallier l'aléa d'un taux variable adossé à un éventuel contrat de crédit bail immobilier. Le contrat de crédit-bail immobilier n'ayant finalement jamais été concrétisé, l'APAJH s'est quand même vu réclamer trimestriellement les intérêts de couverture de taux liés au SWAP par la BRED actif dès l'année 2011.

Devant cet état de fait, l'APAJH a intenté une action en première instance en mai 2013 afin de demander l'annulation du contrat de Swap sur le motif de sa caducité du fait de la non activation du crédit bail immobilier. Cette action débouche sur un jugement défavorable le 12 novembre 2014. Le 3 février 2015, l'APAJH fait appel de cette première décision, qui aboutit à un arrêt de la Cour d'Appel de Saint Denis, prononçant la caducité du contrat d'échange et ordonnant le remboursement des intérêts déjà payés par l'APAJH, soit 231 K€, qui ne seront pas encaissés directement mais laissés en compte auprès de la CARPA.

La BRED se pourvoit alors en cassation et la Cour a cassé le 28 mars 2018 le jugement de la Cour d'Appel de Saint Denis, qui était favorable à l'APAJH.

Face à cette décision, l'APAJH a décidé de ré-inscrire dans ces comptes le montants des intérêts trimestriels de couverture de taux qui étaient suspendus depuis juin 2016. Un total de 271 412 € a été inscrit au titre de la charge d'intérêts du contrat SWAP de juin 2016 à décembre 2021.

La Cour d'Appel de Saint Denis, dans sa décision du 19 février 2021, est donc venue confirmer la position de la Cour de Cassation. Pour autant, L'APAJH, considérant que le débat reste entier, surtout sur la question centrale de fond de la divisibilité des contrats, décide d'intenter un pourvoi en cassation en chambre plénière. Ce pourvoi n'étant pas un motif de suspension de la décision de la Cour d'Appel, l'APAJH a versé 590 K€ pour « solde de tout compte » auprès de la CARPA, dans l'attente de ce dernier jugement de la chambre plénière, étant entendu qu'en cas d'avis favorable de la cour, cet argent sera intégralement restitué à l'association, et qu'en cas contraire, le litige se trouverait entièrement soldé.

La Cour d'appel confirme le 30 janvier 2025 son jugement du 19 février 2021, et condamne l'APAJH à verser à la BRED la somme de 5 000 euros au titre des frais irrépétibles exposés dans l'instance de renvoi.

Le 18 février 2025, l'APAJH décide un nouveau pourvoi auprès de la Cour de cassation.

Règles et méthodes comptables

C/ L'application du règlement ANC N°2019-04 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif implique :

▫ dans son article 151-1 que le résultat, le report à nouveau et les réserves des activités sociales et médico-sociales sont présentés séparément au passif du bilan de l'entité gestionnaire sur une ligne spécifique,

▫ dans son article 152-1 que dans son compte de résultat, l'entité gestionnaire fait apparaître distinctement la part de l'activité sociale et médico-sociale des postes suivants par une subdivision spécifique :

- les ventes de biens relatives aux activités sociales et médico-sociales,
- les ventes de prestations de service relatives aux activités sociales et médico-sociales,
- les contributions financières des autorités de tarification relatives aux activités sociales et médico-sociales,
- le résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en EURO.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Constructions : 10 à 50 ans
- * Agencements des constructions : 10 à 20 ans
- * Installations techniques : 5 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- * Matériel de transport : 4 à 5 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans

Règles et méthodes comptables

- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

L'association pratique l'amortissement dérogatoire pour bénéficier de la déduction fiscale des amortissements en ce qui concerne les immobilisations dont la durée d'utilisation comptable est plus longue que la durée d'usage fiscale.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

Engagement de retraite

Les engagements de l'entreprise en matière d'indemnités de départ à la retraite sont calculés suivant la méthode des unités de crédit projetées avec salaires de fin de carrière tenant compte des dispositions de la Convention Collective, des probabilités de vie et de présence dans l'entreprise, et d'une actualisation financière.

Comptes annuels annexés au rapport
du commissaire aux comptes

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	113 181	2 088	14 020	101 248
Immobilisations incorporelles	113 181	2 088	14 020	101 248
- Terrains	5 642 113			5 642 113
- Constructions sur sol propre	18 559 896	187 531		18 747 427
- Constructions sur sol d'autrui				
- Instal.générales, agencements et aménagements constr	1 183 653	61 873	4 063	1 241 463
- Instal.techniques, matériel et outillage industriels	613 575	60 093	5 785	667 883
- Instal.générales, agencements aménagements divers	876 436	203 800	3 964	1 076 272
- Matériel de transport	345 645			345 645
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	1 902 188	77 323	73 061	1 906 450
- Emballages récupérables et divers	3 500			3 500
- Immobilisations corporelles en cours	1 178 497	1 371 450		2 549 947
- Avances et acomptes	62 048		24 914	37 134
Immobilisations corporelles	30 367 551	1 962 071	111 787	32 217 835
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés	1 005 648		490	1 005 158
- Prêts et autres immobilisations financières	391 273	43 289		434 562
Immobilisations financières	1 396 921	43 289	490	1 439 720
ACTIF IMMOBILISE	31 877 653	2 007 448	126 297	33 758 804

Comptes annuels annexés au rapport
du commissaire aux comptes

Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	108 378	4 092	15 031	97 438
Immobilisations incorporelles	108 378	4 092	15 031	97 438
- Terrains				
- Constructions sur sol propre	10 447 838	654 943		11 102 781
- Constructions sur sol d'autrui				
- Instal.générales, agencements, aménagements construc.	560 565	98 274	4 063	654 777
- Instal.techniques, matériel et outillage industriels	436 079	62 006	5 360	492 725
- Instal.générales, agencements aménagements divers	489 903	86 996	3 964	572 935
- Matériel de transport	292 775	21 286		314 061
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	1 368 523	131 778	72 155	1 428 146
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	13 595 684	1 055 283	85 542	14 565 425
ACTIF IMMOBILISE	13 704 062	1 059 375	100 573	14 662 863

Comptes annuels annexés au rapport
du commissaire aux comptes

Notes sur le bilan

Les opérations s'analysent comme suit :

	Immobilisations Incorporelles	Immobilisations Corporelles	Total
Ventilation des dotations			
Compléments liés à une réévaluation			
Eléments amortis selon mode linéaire	4 092	1 055 283	1 059 375
Eléments amortis selon autre mode			
Dotations exceptionnelles			
Dotations de l'exercice	4 092	1 055 283	1 059 375
Ventilation des diminutions			
Eléments transférés à l'actif circulant			
Eléments cédés		85 542	85 542
Eléments mis hors service	15 031		15 031
Diminutions de l'exercice	15 031	85 542	85 542

Comptes annuels annexés au rapport
du commissaire aux comptes

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 5 197 353 EURO et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts	403 248		403 248
Autres	31 314		31 314
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	4 490 470	4 490 470	
Autres	174 043	174 043	
Charges constatées d'avance	98 277	98 277	
Total	5 197 353	4 762 791	434 562
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Les créances ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Produits à recevoir

	Montant
Factures à établir	285 347
R.r.r. à obtenir et autres avo	5 599
Pel - produits à recevoir	32 864
Org.soc. - produits à recevoir	23 587
Intérêts courus à recevoir	22 605
Total	370 003

Comptes annuels annexés au rapport
du commissaire aux comptes

Notes sur le bilan

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	71 800				71 800
Fonds propres avec droit de reprise	414 000				414 000
Ecart de réévaluation					
Réserves hors activités sociales					
Réserves des activités sociales	10 849 472	972 412			11 821 884
RAN hors activités sociales	1 276 228	51 311			1 327 539
RAN des activités sociales	1 676 009	-309 833			1 366 176
Exc.ou Déficit hors activ.sociales	51 311	-51 311	6 403		6 403
Exc.ou Déficit des activités sociales	662 579	-662 579	760 006		760 006
Situation nette	15 001 399		766 409		15 767 808
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	2 582 428			209 614	2 372 814
Provisions réglementées	1 065 906				1 065 906
Droits de propriétaires (Commodat)					
TOTAL	18 649 733		766 409	209 614	19 206 528

Comptes annuels annexés au rapport du commissaire aux comptes

Notes sur le bilan

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges					
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires	1 012 414	50 916	61 359		1 001 971
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges					
Total	1 012 414	50 916	61 359		1 001 971
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation		50 916	61 359		
Financières					
Exceptionnelles		640 541	737 137		

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 12 777 616 EURO et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine	2 372	2 372		
- à plus de 1 an à l'origine	9 084 708	675 734	2 336 753	6 072 221
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	488 165	488 165		
Dettes fiscales et sociales	1 970 051	1 970 051		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	529 173	529 173		
Autres dettes (**)	703 146	703 146		
Produits constatés d'avance				
Total	12 777 616	4 368 642	2 336 753	6 072 221
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	685 085			
(**) Dont envers les associés				

Les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Comptes annuels annexés au rapport
du commissaire aux comptes

Notes sur le bilan

Charges à payer

	Montant
Fournisseurs - factures non pa	239 292
Fournisseurs - achats d'immobi	3 441
Int.courus s/emp.aup.etabl.t.crédit	21 530
Interets courus s/emprunts aup	8 085
Interets courus a payer	2 368
Pel -dettes provisionnées pour cong	534 319
Pel - autres charges a payer	52 143
Charges sociales sur congés à payer	253 419
Org.soc. - autres charges a payer	23 199
Etat - autres charges a payer	10 179
Total	1 146 976

Comptes annuels annexés au rapport
du 31/12/2024

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatees d avance	98 277		
Total	98 277		

Notes sur le compte de résultat

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraire de certification des comptes : 25 121 EURO

Honoraire des autres services : 0 EURO

Comptes annuels annexés au rapport
du commissaire aux comptes

Subventions d'exploitation

Concours publics et subventions

	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Total
Concours publics		8 988 220	8 779 976	199 816	682 180	18 650 192
Subventions d'exploitation		352 764	283 000		60 823	696 586
Subventions d'équilibre						
Subventions d'investissement			209 614			209 614
						19 556 393

Résultat financier

	31/12/2024	31/12/2023
Produits financiers de participation	123	104
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	69 080	48 214
Reprises sur provisions et transferts de charge		
Différences positives de change		
Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers	69 203	48 317
Dotations financières aux amortissements et provisions		
Intérêts et charges assimilées	325 601	346 526
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières	325 601	346 526
Résultat financier	-256 398	-298 209

Notes sur le compte de résultat

Charges et Produits exceptionnels

Résultat exceptionnel

Opérations de l'exercice

Comptes annuels annexés au rapport
du commissaire aux comptes

	Charges	Produits
Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion	7 671	
Amortissements des immobilisations	1 419	
Subventions d'investissement virées au résultat		209 614
TOTAL	9 090	209 614

Analyse du résultat

	Déficit	Bénéfice
Résultat de l'exercice		766 409
Etablissements sous compétence ETAT-ARS		609 150
Etablissement sous compétence Département		150 856
Part du résultat sur gestion conventionnée		760 006
Part du résultat sur gestion libre		6 403

Autres informations

Effectif

Effectif moyen du personnel : 249 personnes.

	Effectif Hommes	Effectif Femmes	Effectif Total	Effectif équivalent (Temps plein)
Cadres	12	21	33	33
Employés	66	150	216	216
Ouvriers				
Contrat Emploi Solidarité				
Contrat de Qualification				
Contrat Retour Emploi				
Contrat initiative Emploi				
Total	78	171	249	249

Informations sur les dirigeants

Rémunérations allouées aux dirigeants

Les rémunérations allouées aux dirigeants ont représenté un montant de 296 881 EURO.

* Rémunération des trois plus hauts cadres dirigeants (loi N°2006-586 du 23 mai 2006, art 20) : 296 881 EURO.

Autres informations

Engagements financiers

Comptes annuels annexés au rapport
du commissaire aux comptes

Autres informations

Engagements reçus

	Montant en EURO
Plafonds des découverts autorisés	
<i>Avals et caution accordés</i>	9 055 093
Avals et cautions	9 055 093
Autres engagements reçus	
Legs nets à réaliser	
Total	9 055 093

Comptes annuels annexés au rapport
du commissaire aux comptes

Engagements de retraite

Aucun engagement n'a été valorisé en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées.

- Part des engagements qui ont fait l'objet de provisions : 1 001 971 EURO

L'association n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite.

Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite.

Fraction correspondant aux rémunérations : 676 051 euros

Fraction correspondant aux charges patronales : 325 919 euros

Provision totale pour indemnité de départ à la retraite : 1 001 970 euros

Engagement par tranche d'âge :

Tranche 1 : De 65 et plus : 7 436 €

Tranche 2 : De 60 à 64 ans : 163 738 €

Tranche 3 : De 55 à 59 ans : 102 264 €

Tranche 4 : De 45 à 54 ans : 373 277 €

Tranche 5 : De 35 à 44 ans : 264 560 €

Tranche 6 : Moins de 34 ans : 90 695 €

TOTAL PROVISION RETRAITE : 1 001 970 €

Hypothèses de calculs retenues

- départ à la retraite à l'âge de 65 ans - profil de carrière fixe
- turn over très faible
- aucune actualisation
- aucun coefficient d'atténuation

Autres informations

Fonds dédiés

Subventions affectées

	A l'ouverture de l' exercice	Reports A	Utilisations Montant global B	Utilisations Dont rembours. 	Transferts C	A la clôture de l'exercice Montant global A - B + C	A la clôture de l'exercice Dont fonds dédiés (proj. sans dép.)
Accompagnement	42 530	42 530				42 530	
Balnéothérapie	66 754	66 754	9 600			57 154	
Projet TMS	18 673	18 673	7 623			11 050	
Construction CMP	663 567	663 567	56 298			607 270	
COVID-19 (Masqu	-8	-8				-8	
Dépenses investis	6 110	6 110	99	-6 000		11	
Dépenses investis	36 514	36 514		-10 000		26 514	
Déploiement OGY	5 961	5 961	1 000			4 961	
Dispositif RELAY	138 283	138 283	138 283				
Espace Jardin	73 000	73 000	47 052			25 948	
Formations/Gratifi	117 203	117 203	43 755			73 448	
Analyses Pratique	2 638	2 638	2 638				
Handi Consult	6 860	6 860				6 860	
Médiateurs intercu	12 000	12 000		-12 000			
Musicothérapie	4 000	4 000		-4 000			
Praticiens Libérau	42 000	42 000		-42 000			
Projet "Autour des	746	746	746				
Projet PJJ expéri	27 357	27 357		-2 480		24 877	
Projet SAS PORT	14 206	14 206	2 619			11 588	
Qualité Vie Travail	10 728	10 728	10 728				
Renfort personnel	724 464	724 464	173 201	-40 531	150 000	660 732	
Salle psychomotri	10 000	10 000		-10 000			
Equipement numé	924	924				924	
Plateforme WEB	8 400	8 400				8 400	
Projet Nutrition	12 463	12 463	1 625			10 838	
Projet Oeuvre d'Ar	5 000	5 000				5 000	
Robot Emotionnel	2 117	2 117	2 042			75	
Transfert DITEP J	741	741	741				
Projet Architecture	65 100	65 100				65 100	
Matériel Médical	-60	-60				-60	
Médiation animale	12 500	12 500	12 500				
Relayaz 974-CCA	56 644	56 644				56 644	
Relayaz 974-Créd	597	597				597	
Relayaz 974-Fond	6 368	6 368				6 368	
Extension FAM SI	71 368	71 368	71 368				
Plateforme Répit	54 120	54 120		-54 120			
Aménagement sal	924	924	781			142	
Financement de la	39 852	39 852	11 772			28 080	
Formation circuit	5 872	5 872		-5 872			
Outil ToverTAEF	13 814	13 814	5 308			8 506	
DITEP Equipe Mo	282 819	282 819	18 562			264 257	
DITEP Expérimen	225 891	225 891				225 891	
Matériel Rééducat			1 782	16 000		14 218	

Comptes annuels annexés au rapport
du commissaire aux comptes

Autres informations

	A l'ouverture de l' exercice	Reports A	Utilisations Montant global B	Utilisations Dont rembours. C	Transferts C	A la clôture de l'exercice Montant global A - B + C	A la clôture de l'exercice Dont fonds dédiés (proj. sans dép.) Comptes annuels annexés au rapport du commissaire aux comptes
Renfort Psychomo			2 855	116 883		114 028	
Plateforme Répît			22 732	54 120		31 388	
Poste A.S. 0,75 Et			22 217		69 000	46 783	
Comédie Musicale					22 418	22 418	
Projet Bec Rose			144 078		144 078		
Projet En sort a m			63 416		202 916	139 500	
Protection Travail					2 035	2 035	
Vélo assistance él					7 694	7 694	
Espace calme, ap					42 400	42 400	
RELAYAGE FIR 1			165 321		250 000	84 679	
RELAYAGE OET					29 040	29 040	
Total	2 889 040	2 889 040	1 040 741		919 581	2 767 880	

La colonne "A l'ouverture de l'exercice" comprend le montant des crédits non reconductibles ou de subventionnements à utiliser jusqu'à épuisement de l'action présent en report à nouveau.

La colonne A "Reports" détaille les fonds dédiés disponibles au 01/01/2024 au travers des comptes 19x.

La colonne B "Utilisations - Montant global" comprend les sommes reprises sur l'exercice 2024 au travers des comptes 789x.

La colonne "Utilisations - Dont Remboursement" comprend les fonds dédiés non utilisés sur actions terminés à rembourser au financeur ou les fonds dédiés réalloués avec autorisation des financeurs sur une autre action.

La colonne C "Transferts" comprend les sommes non entièrement utilisées sur l'exercice 2024 et déplacées pour une utilisation ultérieure au travers des comptes 689x.

La colonne "A la clôture de l'exercice - Montant global" totalise les fonds dédiés disponibles au 31/12/2024 au travers des comptes 19x.

Contributions financières d'autres organismes

	A l'ouverture de l' exercice	Reports A	Utilisations Montant global B	Utilisations Dont rembours. C	Transferts C	A la clôture de l'exercice Montant global A - B + C	A la clôture de l'exercice Dont fonds dédiés
ESMS NUMERIQ	17 079	17 079		17 079			
ESMS NUMERIQ	28 388	28 388		28 388			
Total	45 467	45 467		45 467			